



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Nancy, le 30/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/12/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TRIVIUM METAL PACKAGING France SAS

Dynapôle-BP 50013
54712 LUDRES

Référence : CM/NW/0100-2024
Code AIOT : 0006200381

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/12/2023 dans l'établissement TRIVIUM METAL PACKAGING France SAS implanté Dynapôle- 131 rue Augustin Fresnel - Zone Industrielle - BP 50013 - 54712 Ludres. L'inspection a été annoncée le 09/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRIVIUM METAL PACKAGING France SAS
- 131 rue Pierre Fresnel - Zone Industrielle - BP 13 - 54712 Ludres
- Code AIOT : 0006200381
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TRIVIUM PACKAGING FRANCE SAS fabrique des couvercles et des feuilles en métal appertisées sous le régime de l'autorisation réglementée par arrêté préfectoral 2010/2221 du 15 juillet 2010 modifié.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action post-Lubrizol(liquides inflammables)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des matières stockées - Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
2	Situation et conformité aux seuils réglementaires	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) - R. 511-9	Sans objet
3	Autres installations A - soumises à l'AM du 24/09/2020	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article 1 ^{er} -I-I.2	Sans objet
4	Antériorité des installations A - soumises à l'AM du 24/09/2020	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article 1 ^{er} -I-V	Sans objet
5	Interdiction des H224 et H225 en contenants fusibles	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III-1	Sans objet
6	Surveillance en permanence des installations de Liquides Inflammables	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article IV-5	Sans objet
7	Stratégie de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-1-IV	Sans objet
8	Formation des opérateurs	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-2-IV	Sans objet
9	Exercices de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte ses obligations en termes de réglementation sur les liquides inflammables et leur stockage.

Au vu des quantités stockées en contenants fusibles, l'établissement n'est pas soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploité au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées - Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2023, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant dispose d'un état des stocks des produits inflammables, ainsi que de celui des bois, cartons, plastiques et des déchets au niveau de différents services. Il doit s'assurer de leur accessibilité et de leur tenue en permanence à disposition du préfet, des SDIS, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Situation et conformité aux seuils réglementaires

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) - R. 511-9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Régime administratif
Prescription contrôlée : Sont soumises à autorisation les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.
Constats : TRIVIUM PACKAGING n'est soumis à aucune des rubriques ciblées 4330, 4331, 1436, 4734, 4722 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Autres installations A - soumises à l'AM du 24/092020

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article 1 ^{er} -I-I.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Champ d'application AM 24/09/20 - Seuil 100T
Prescription contrôlée : 2. - Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites « liquides inflammables », dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.
Constats : Il y a bien présence sur site de liquides inflammables H225 et H226. Le stockage est majoritairement en GRV (contenants fusibles), sauf pour le joint solvant (seul composant H225 sur site) en fût métallique. Les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H225, H226 ne dépassent pas 100 tonnes en contenants fusibles (98 tonnes

maximum).
En conséquence, le site de Ludres n'est pas soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Antériorité des installations A - soumises à l'AM du 24/09/2020

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article 1 ^{er} -I-V
Thème(s) : Actions nationales 2023, Champ d'application de l'AM 24/09/20 - bilan conformité nouveaux entrants
Prescription contrôlée : V. - Pour les installations existantes relevant du point I.2 du présent article, l'exploitant se fait connaître du préfet et de l'inspection des installations classées au plus tard le 1 ^{er} janvier 2022. A cet effet, il fournit une description des quantités de liquides inflammables susceptibles d'être présentes, des caractéristiques des installations ainsi qu'un bilan de conformité aux prescriptions du présent arrêté qui leur sont applicables.
Constats : Les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H225, H226 ne dépassent pas 100 tonnes en contenants fusibles. En conséquence, le site de Ludres n'entre pas dans le champ d'application de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Interdiction des H224 et H225 en contenants fusibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III-1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Interdiction des H224 et H225 en contenants fusibles
Prescription contrôlée : I- Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30L. Cette disposition est applicable à compter du 1 ^{er} janvier 2023. II. - Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30L en stockage couvert fermé ainsi qu'en stockage couvert ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B. de l'article I.4. Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230L en stockage couvert fermé ainsi qu'en stockage couvert ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B de l'article I.4. Cette disposition est applicable à compter du 1 ^{er} janvier 2026. Les dispositions des points I et II ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées. Les dispositions des points I et II ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m ³ dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.
Constats : Il y a présence sur site uniquement de liquides inflammables à mention de danger H225 ou H226. Le stockage des liquides inflammables à mention de danger H225 est fait hors contenants fusibles.

Les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H225, H226 ne dépassent pas 100 tonnes en contenants fusibles.
En conséquence, le site de Ludres n'entre pas dans le champ d'application de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance en permanence des installations de Liquides Inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article IV-5

Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance en permanence des installations de Liquides Inflammables

Prescription contrôlée :

I. En dehors des heures d'exploitation de l'installation, une surveillance de toute installation contenant plus de 10 mètres cube de liquides inflammables en récipients mobiles, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre des mesures de levée de doute et de transmettre l'alerte en cas de sinistre. L'exploitant définit les mesures permettant l'accès et l'intervention des moyens publics dans les meilleures conditions possibles.

Constats :

Les activités se font sur le site 24h/24h et 7j/7j. Il n'y a donc pas de gardiennage ni de télésurveillance mis en place.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Stratégie de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-1-IV

Thème(s) : Actions nationales 2023, Stratégie de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux alinéas précédents en moins de trois heures après le départ de feu, pour les stockages extérieurs, et dans un délai maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les stockages couverts. Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Ce plan comprend :

- les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne prévu par l'article R. 181-54 du code de l'environnement, lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ;
- les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article VI-2. Cette partie peut être incluse dans l'étude de dangers du site ou dans le plan d'opération interne de l'établissement lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document.

Constats :

L'établissement dispose d'une procédure d'évacuation du personnel (zone de rassemblement à l'extérieur, communication par talkie-walkie).

Une boîte aux lettres dédiée aux pompiers est mise en place au niveau des 2 entrées pompiers possibles sur site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Formation des opérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-2-IV
Thème(s) : Actions nationales 2023, Formation des opérateurs
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.
Constats : Une formation "extincteurs" est faite pour tout le personnel. Une formation plus spécifique est mise en place pour le personnel des équipes de seconde intervention (ESI). Une procédure incendie est disponible sur site avec des consignes sur la fermeture vanne de l'obturateur d'égout avant intervention des pompiers et récupération des eaux d'extinction via le bassin de rétention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Exercices de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-8
Thème(s) : Actions nationales 2023, Exercices de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Dans le trimestre qui suit la mise en service de l'installation, l'exploitant organise un exercice de lutte contre l'incendie. Un tel exercice est réalisé au moins tous les ans. Les exercices font l'objet de compte-rendus qui sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Les exercices de lutte incendie sont réalisés sur site 2 fois par an. Le dernier exercice date du 13 octobre 2023. Le compte-rendu d'exercice établi a été consulté lors de la visite d'inspection. En termes de retour d'expérience, il est à noter que certains routiers et prestataires n'ont pas rejoint le point de rassemblement (souci de communication avec chauffeurs étrangers).
Type de suites proposées : Sans suite